

Luttes solidarités travail - Namur

Quelle politique de logement en Région wallonne ?

La politique wallonne du logement peut-elle contribuer à une « nouvelle pratique immobilière sociale ? Laquelle et comment ? ». Telles sont les questions qui ont été soulevées par le mouvement « Luttes Solidarités Travail » à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère.

Trouver un logement aujourd'hui, qui plus est dans les grandes villes, n'est certes pas une sinécure pour beaucoup de nos concitoyens. Dès lors que certains d'entre eux sont dans des situations précaires, voire au seuil de la pauvreté, le problème n'en devient que plus crucial.

Le 17 octobre dernier, à l'occasion de la « Journée mondiale du refus de la misère », initiée depuis 1992 par l'ONU, le mouvement « Luttes Solidarités Travail » (LST) de Namur a souhaité interpeller les décideurs wallons sur la politique régionale menée, aujourd'hui, en matière de logement. Et cette association de pointer du doigt l'évolution du Code wallon du logement dans sa dernière version d'août 2005. A titre informatif, on rappellera que celui-ci reprend toutes les dispositions relatives au logement et organise les politiques actuelles et les réglementations en ce domaine.

Sous l'intitulé « La politique



wallonne du logement peut-elle contribuer à une nouvelle pratique immobilière sociale ? Laquelle et comment ? », LST a nourri une réflexion sur la capacité du Code à être un outil qui agit réellement sur

ce qui fait que de nombreuses personnes ou familles éprouvent des difficultés à accéder à un logement, voire n'en ont pas ou vivent dans des abris précaires.

(suite page 3)

Ça se passe chez vous

Luttes solidarités travail - Namur (suite page Une)

Quelle politique de logement en Région wallonne?

Pour les responsables de LST, les politiques qui prétendent « favoriser la cohésion sociale » consacrent plutôt de nombreuses actions dans la gestion et l'accompagnement des plus pauvres. Or, en agissant de la sorte, il y a tout lieu de craindre, selon LST toujours, que les divers services mis en place participent plus à une « stigmatisation » et à un « encadrement » d'une population en situation de pauvreté, plutôt qu'au renforcement de la cohésion.

L'association s'insurge également contre une certaine politique de rentabilité des logements de service public. Politique qui aurait tendance à favoriser certains

ménages aux revenus plus élevés que ceux de la population locataire actuelle. Pour LST, il y aurait donc tout lieu de mettre en place des mesures qui agiraient sur les causes qui limitent ou empêchent l'accès au logement pour les plus pauvres. Il faut impérativement, clament encore les responsables du mouvement, que les politiques du logement agissent comme régulateur sur un marché très fluctuant qui ne garantira jamais, aux revenus les plus modestes, un accès à un logement de qualité. L'avenir nous dira peut-être si le message a été entendu !

Jean-François LAHAUT

